









Note d'information pour les communautés : Transparence des investissements fonciers au Cameroun

En 2019, le Columbia Center on Sustainable Investment et le Centre pour l'Environnement et le Développement ont rencontré six communautés vivant dans le département de l'Océan dans le but de réunir des informations sur leurs expériences relatives aux projets agro-industriels réalisés à proximité. Nous voulions évaluer la capacité des membres de ces communautés à accéder aux informations sur les projets et à les comprendre, ainsi que leur capacité à utiliser ces informations de manière à pouvoir influencer sur les décisions relatives aux investissements et régler leurs litiges.

Les communautés nous ont confié les points suivants :	Nous avons donc appelé à ce qu'une nouvelle loi foncière qui :
<p> Accès : Les membres des communautés ont eu du mal à obtenir des informations et des documents sur les investissements qui étaient réalisés à proximité. Il était par conséquent difficile de déterminer ce qui relevait de la responsabilité des entreprises et de savoir quels étaient les droits des communautés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Permette aux membres des communautés, y compris les femmes, les jeunes, les populations autochtones et les personnes handicapées, d'avoir accès aux informations pertinentes sur les investissements réalisés à proximité et ce, sous une forme compréhensible, avant que des décisions importantes ne soient prises, de manière régulière et dans les langues locales
<p> Exclusion : De nombreuses décisions sont d'abord prises à Yaoundé sans impliquer les communautés. Cette situation empêche les communautés de décider de la manière dont elles souhaitent gérer leurs terres et leurs ressources. Cela peut également entraîner de graves problèmes et des conflits.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Impose l'obligation d'informer les communautés et de leur donner la possibilité d'influer sur les décisions avant que tout projet ne soit autorisé ou prolongé
<p> Compréhension : Les membres des communautés n'étaient pas en mesure de comprendre et d'agir en fonction des informations qui leur étaient données. Les documents plus anciens étaient souvent égarés après le décès d'un chef.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Permette aux membres des communautés de connaître leurs droits et d'influencer la prise de décision • Impose aux entreprises de prendre en charge les frais pour que les communautés puissent obtenir des conseils et un soutien indépendants
<p> Utilisation des informations : Les membres des communautés ne pouvaient pas toujours participer réellement aux processus décisionnels. Les acteurs gouvernementaux contrôlaient les échanges, et certains membres des communautés ne prenaient pas la parole parce qu'ils se sentaient intimidés. Les autorités administratives et judiciaires étaient également perçues comme des acteurs peu à l'écoute des préoccupations des communautés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoit la mise en place de processus de dialogue équitable qui impliquent les populations autochtones, les femmes et d'autres groupes communautaires, et non pas seulement les chefs • Prévoit des procédures de règlement des litiges et des procédures judiciaires plus efficaces pour les communautés
<p> Informations fournies par les communautés : Les membres des communautés veulent que des informations sur leur propre situation soient intégrées dans les décisions concernant l'utilisation de leurs terres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaît et prévoit la prise en considération des informations fournies par les communautés dans la prise de décision formelle
<p> Des réactions et non des droits : Les membres des communautés ont déclaré que les gouvernements et les entreprises attendent souvent qu'il y ait une plainte, plutôt que de veiller préalablement aux respects des droits des communautés. Certaines communautés ont dû bloquer certaines routes juste pour avoir la possibilité de parler avec des représentants des entreprises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaît et protège tous les droits d'occupation légitimes, y compris les droits fonciers coutumiers non documentés qui sont détenus collectivement
<p> Groupes communautaires : Les communautés autochtones se sont senties exclues des discussions et du partage des bénéfices. Les femmes et les filles étaient également susceptibles d'être exclues des processus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prend en compte les droits et la situation des femmes et des communautés autochtones lors de la conception des cadres de dialogue et autres processus
<p> Benefits: Community members found it hard to access information needed to hold companies to their promises to improve schools or help local farmers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Inclut les communautés dans la conception des accords de partage des bénéfices • Donne aux communautés les moyens juridiques leur permettant de contraindre les entreprises à respecter leurs promesses • Oblige les entreprises à partager régulièrement des informations sur les avantages tirés